

**ARRETE
DU MAIRE DE LIBOURNE**

Le 5 juin 2023

ST/A-2023-442

Le Maire de Libourne,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi du 2 mars 1982,

Vu l'arrêté municipal du 20 juillet 1972 portant réglementation générale de la circulation et du stationnement en ville,

Vu la délégation de fonctions et de signature attribuée à M. Bilal HALHOUL, conseiller municipal délégué à la voirie, à la propreté, au Centre Technique Municipal et au plan communal de sauvegarde, par l'arrêté en date du 1^{er} septembre 2022,

Vu la demande présentée par AEVIA sise 10 rue de la Rivière – ZI – 31 650 SAINT ORENS DE GAMEVILLE dans le cadre de travaux, pour le compte de la direction des infrastructures du centre routier du Libournais, de reprise du revêtement des trottoirs en asphalté sur le PS de la RD 670 avenue du Général de Gaulle.

Considérant qu'il est nécessaire d'édicter des mesures spéciales pour la circulation et le stationnement,

Sur proposition du Directeur Général des Services,

ARRETE :

ARTICLE 1° - A compter du 19 juin 2023 et jusqu'au 23 juin 2023, le stationnement sera interdit avenue du Général de Gaulle, au droit du chantier. Les véhicules en infraction seront verbalisés et mis en fourrière après intervention de la Gendarmerie ou de la Police Municipale.

ARTICLE 2° - A compter du 19 juin 2023 et jusqu'au 23 juin 2023, la circulation se fera sur chaussée rétrécie avenue du Général de Gaulle, au droit du chantier.

ARTICLE 3° - La piste cyclable sera interrompue pour les travaux sur trottoir sur le PS de la RD 670 avenue du Général de Gaulle

ARTICLE 4° - La vitesse des véhicules sera limitée à 30 km/h, au droit du chantier.

ARTICLE 5° - La signalisation nécessaire sera mise en place par l'entreprise.

ARTICLE 6° - Le Directeur Général des services de la Ville, le chef de la police municipale et le Commandant de Gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 7° - cet arrêté est susceptible de faire l'objet :

- ✓ D'un recours administratif pris en la forme d'un recours gracieux auprès de l'auteur de l'acte
- ✓ D'un recours pour excès de pouvoir auprès du Tribunal Administratif territorialement compétent dans un délai de 2 mois à compter de la notification de l'acte attaqué

Fait et arrêté en l'Hôtel de Ville de Libourne le cinq juin deux mille vingt-trois.

Pour le Maire par délégation
Le conseiller délégué à la voirie,
à la propreté,
au Centre Technique Municipal
et au plan communal de sauvegarde



Bilal HALHOUL

Signé électroniquement par : Bilal Halhoui
Date de signature : 05/06/2023
Qualité : Parapheur B Halhoui Libourne

